

# LA LUTTE CONTRE LES MINES ANTIPERSONNEL

---



Commission européenne

# Des conséquences complexes et multiples

## 1. LES EFFETS DIRECTS SUR LES VICTIMES

### BLESSURES PAR SOUFFLE OU ÉCLATS, ACCIDENTS DE MANIPULATION

Les blessures subies lors de l'explosion d'une mine sont provoquées soit directement par l'effet de souffle, soit par les fragments de vêtements, de métal ou de plastique qui pénètrent dans les tissus et les os, provoquant souvent de graves infections secondaires. Les chirurgiens qui ont eu à travailler dans des pays affectés par le problème des mines terrestres ont identifié trois types de blessures dues aux mines :

- soit la victime a mis le pied sur la mine et il s'ensuit une amputation traumatique d'une partie d'un membre inférieur et des blessures moins graves ailleurs,
- soit elle se trouvait à proximité lors de l'explosion de la mine et souffre de blessures provoquées par les éclats,
- soit elle a pris la mine dans ses mains et souffre de blessures aux membres supérieurs, au torse, aux yeux et au visage.

Dans ces trois cas, les blessures ne touchent que rarement un seul membre. En général, l'autre jambe ou l'autre bras est plus ou moins blessé, les parties génitales, la poitrine et le visage sont souvent atteints.

L'effet de souffle provoqué par l'explosion d'une mine peut détruire les tissus plus profondément, plus haut ou plus bas qu'il apparaît au premier abord, et les chirurgiens sont souvent obligés d'amputer le membre bien au-dessus de la blessure elle-même.

La nature des blessures dues aux mines dépend donc largement à la fois du type d'explosion et du type de mine dont il s'agit. Les mines à effet de souffle (PMN, PMN2, Type 72, MN 79, PFM-1 "papillon"...), dont la détonation est déclenchée par un système à pression provoquent principalement des blessures aux jambes et aux parties génitales, mais les mines directionnelles (MON 50, MON 100/DH 10...), bondissantes (Type 69, OZM 1-3-4, VALMARA-69...) et à piquet (POMZ, B-40...) peuvent projeter des éclats qui pénètrent dans n'importe quelle partie du corps. Plus la victime se trouve loin de l'explosion, plus il y a de risques que ses blessures soient dues à des éclats et non à l'explosion initiale. En outre, la manière dont l'engin a été mis en place, le temps qui s'est écoulé avant que la victime ne

reçoive des soins médicaux, le genre de chaussures qu'elle portait et le type d'assistance dont elle a bénéficié jouent également un rôle. Les enfants, quant à eux, lorsqu'ils sont victimes de mines anti-personnel, souffrent de graves blessures aux mains, aux bras, à la poitrine, aux yeux et au visage.

### CHIRURGIE ET PREMIERS SOINS

Le traitement des blessés par mine échappe souvent à la compétence du personnel médical local. En effet, l'étendue variable des lésions et des zones souillées par la saleté et les débris nécessite des connaissances chirurgicales spécifiques. Ce type de chirurgie est particulièrement délicat, car des blessures d'une telle gravité et d'un tel degré de souillure étant rares dans la vie civile, peu de chirurgiens ont l'expérience et l'habileté nécessaires pour les traiter. En pareil cas, la tâche du chirurgien consiste à amputer les membres gravement atteints et à retirer les tissus nécrosés ou lésés, ainsi que tous corps étrangers. S'il ne possède pas l'expérience et la formation suffisantes, le chirurgien risque de ne pas exciser tous les tissus morts ou de laisser certains débris dans la blessure. Une grave infection peut alors survenir, compliquant et retardant le processus de guérison. De nouvelles interventions ou amputations risquent d'être nécessaires et, dans les cas les plus graves, la vie du patient peut se trouver menacée.

Les enquêtes médicales concernant des combattants victimes d'une mine montrent que



Fil piège

plus l'évacuation se fait rapidement et plus vite le blessé bénéficie de soins chirurgicaux, plus celui-ci a de chances de survivre et de minimiser son invalidité. Tout retard dans l'évacuation accroît la difficulté du traite-

ment chirurgical et augmente les risques de complications dues à une infection. La rapidité de l'évacuation revêtant une importance primordiale, les personnes qui courent les plus grands risques sont les civils qui se déplacent seuls. Les soldats effectuent souvent leurs patrouilles en groupe, ils transportent du matériel de premiers secours et sont plus susceptibles d'avoir accès à un réseau radio. Ils sont donc moins exposés à rester sans assistance ou sans premiers soins.

Dans le cas des civils, atteindre un hôpital constitue un problème majeur. En avril 1991, un chirurgien suisse résumait la situation des victimes de mines au Cambodge de la manière suivante : si le blessé a de la chance, quelqu'un — en général un membre de la famille ou un ami — le trouve dans les champs et applique un tourniquet (un garrot). Cela arrête l'hémorragie. Malheureusement, trop souvent, on oublie de desserrer le tourniquet, ce qui provoque de nouveaux problèmes (septicémie et grave état de choc). Le blessé reste dans les champs ou chez lui pendant que quelqu'un organise son transport, souvent à bord d'une moto-taxi...

Tout cela peut prendre de 6 à 12 heures, parfois 24 heures, et il faut encore compter quelques heures avant d'atteindre l'hôpital... De nombreux blessés meurent dans les champs ou sur le chemin de l'hôpital, victimes d'une hémorragie.

De la qualité des premiers soins et du geste chirurgical dépend donc la survie du patient. Mais sans physiothérapie ou prothèse adéquate, l'amputé d'un membre inférieur sera condamné à une invalidité permanente et perdra l'indépendance et la capacité de subvenir à ses besoins propres dans la société. Un grand nombre d'entre eux deviennent des mendiants.

### APPAREILLAGE

Comme les mines sont conçues autant pour tuer que pour tuer, bon nombre de survivants sont des amputés qui ont besoin de prothèses et d'une rééducation prolongée. Or, le développement des professions paramédicales (rééducation, appareillage, ergothérapie...) est malheureusement inexistant dans les pays concernés. Même si elle ne remplacera jamais le membre perdu, la fourniture d'une prothèse ou tout au moins d'une aide de marche adaptée est une étape indispensable à la réinsertion de l'amputé. Dans les pays aux économies fragiles, aux systèmes de couverture sociale minimale ou inexistantes, les personnes

handicapées constituent une charge supplémentaire pour des services médicaux et sociaux mal équipés et sont à considérer comme des victimes parmi les victimes. Incapables de se déplacer, elles sont à la charge des autres. Les enfants ont besoin de nouvelles prothèses tous les six mois pendant leur croissance. Fournir une prothèse à un amputé, c'est lui permettre de vivre debout, c'est lui redonner l'usage de ses mains, c'est lui permettre de travailler pour lui-même et pour sa famille. Ces prothèses sont chères (une jambe artificielle coûte entre 12 et 120 dollars), ce qui peut représenter une somme énorme dans certains pays en développement. La gratuité des soins et des prothèses étant illusoire dans ces pays, il est donc nécessaire de réduire les coûts pour rendre les appareillages accessibles au paiement direct par la famille du patient. Il faut donc standardiser les productions et utiliser au maximum les compétences et les matériaux disponibles localement. Il faut mettre en place des moyens locaux de fabrication et de pose des prothèses, de physiothérapie et d'éducation



sanitaire, ainsi que des traitements des effets psychologiques causés par les accidents. L'appareillage des amputés doit être conçu sur le long terme, en intégrant les impératifs d'entretien, d'adaptation, de remplacement. Là encore, la standardisation des techniques répond à ce besoin. L'objectif de formation des techniciens locaux est de leur faire prendre conscience que leur métier est de faire remarcher, de faire revivre des amputés et non de fabriquer un bel objet

inutilisé. La fabrication d'une prothèse n'est pas une fin en soi.

La décentralisation des structures permet de se rapprocher des lieux de vie des amputés. C'est le seul moyen d'assurer un suivi individuel. Il faut, en outre, un éventail complet des ressources et des activités de rééducation physique, y compris la coordination des programmes menés par les ONG et le partage des informations aux niveaux national et international.

### SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE, RÉINSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

Il convient de prendre en compte la dimension psychosociale du handicap et son retentissement sur l'équilibre de la cellule familiale dans sa globalité. L'ensemble du travail à effectuer dans le cadre du soutien aux victimes des mines passe donc par le développement de microprojets de réinsertion sur les lieux même

de vie des amputés, par le développement de formation de base et de formation professionnelle au profit des handicapés, en évitant de créer des structures d'emploi ou d'activité réservées. Un autre point important dans le travail à effectuer est la prise en compte du caractère spécifique de la réintégration sociale des anciens militaires handicapés.

#### Recommandations

Les priorités dans ces pays consistent donc à mettre en place des services de soins médicaux et de réadaptation adéquats partout où ils n'existent pas encore ;

- premiers secours et évacuation,
- chirurgie,
- appareillage et rééducation,
- soutien psychologique,
- services de réinsertion...

## 2 LES EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Outre les morts et les blessures qu'elles provoquent, les mines peuvent paralyser l'ensemble d'une société. Elles affectent directement les "centres nerveux" du développement économique.

L'impact social est de première importance. Il y a dans le monde entier près de 250 000 personnes invalides, suite à des accidents de mine. Au Cambodge, 1 personne sur 234 est amputée. En Angola, c'est une personne pour 470 et, dans le nord de la Somalie, une personne pour 2 000. Les conséquences économiques et psychologiques de cette situation sont difficiles à quantifier, mais elles ne peuvent que contribuer à la faiblesse d'un pays au moment où il doit mobiliser toutes ses forces productives.

## LE SYSTÈME SANITAIRE DU PAYS

Dans les pays affectés par le problème des mines terrestres, comme au Kurdistan, "60% de l'activité des services de santé sont consacrés aux soins aux victimes des mines" (source Mines Advisory Group). Des estimations récentes montrent que le séjour hospitalier moyen d'une personne blessée par une mine est de vingt-deux jours, soit environ 50 % de plus que pour un patient blessé par des éclats ou des balles ("Traitement et rééducation des personnes blessées par des mines terrestres" — Groupe d'experts 5-7 juillet 1995).

Chaque patient blessé par une mine a besoin, en moyenne, de trois interventions chirurgicales. Ces personnes, qui ne représentent que 4 % des admissions, absorbent 25 % des ressources et des services de l'hôpital ("Traitement et rééducation des personnes blessées par des mines terrestres" — Groupe d'experts 5-7 juillet 1995). Les patients victimes de mine terrestre nécessitent environ deux fois plus de transfusions de sang que les personnes blessées par balles ou par fragments, or les services de transfusion sanguine sont insuffisants, voire inexistant. Il s'ensuit une charge supplémentaire pour le système médical due aux analyses de sang nécessaires pour dépister le VIH, l'hépatite et autres maladies. Les transfusions épuisent les stocks de l'établissement, ce qui peut conduire à utiliser du sang contaminé. Toute stratégie de santé destinée à remédier au problème des mines terrestres nécessite, comme soutien aux opérations de déminage, des moyens décentralisés en matière de banques du sang et de sécurité transfusionnelle. Les services de physiothérapie et d'appareillage, bien souvent inexistant dans les hôpitaux concernés, doivent être créés pour



faire face à une demande sans cesse croissante. Il faut mettre en place des moyens autochtones, mais néanmoins coûteux, de fabrication et de pose de prothèses, de physiothérapie et d'éducation sanitaire. Ces activités sont souvent financées par l'aide internationale aux dépens d'autres volets tout aussi fondamentaux des programmes de santé (hygiène, vaccinations, maladies parasitaires...).

## L'AGRICULTURE ET L'ÉLEVAGE

La présence de mines affecte directement l'activité agricole et les autres secteurs de l'économie. Au Cambodge, par exemple, on estime que la moitié des terres cultivables ont été minées et ne peuvent pas être mises en exploitation. En Angola, les revenus agricoles sont réduits de 500 millions de dollars par an (source : Banque mondiale). Dans les communautés rurales agricoles, le nombre des victimes atteint un niveau alarmant car les gens ont un besoin impérieux de réhabiliter leurs terres et de rétablir les activités de base dont dépend leur survie : l'irrigation, les activités forestières et les pâtures.

● **L'irrigation** : les réseaux, détruits ou tout simplement impossibles à entretenir du fait de la présence des mines, aggravent la situation des agriculteurs qui sont conduits à prendre des risques importants pour effectuer des réparations provisoires, le plus souvent sans effet sur leur production.

● **Activités forestières** : en temps de guerre, les zones boisées pouvant fournir un refuge potentiel à l'ennemi sont souvent minées. On observe toutefois à regret que ces zones ne figurent presque jamais en tête des priorités du déminage. À cela deux raisons, d'abord parce que ces zones sont toujours difficiles à déminer, ensuite parce que la tendance naturelle des responsables les oriente plutôt sur les zones cultivables. Cette fixation sur le caractère agricole de telle ou telle parcelle peut conduire à l'erreur quand il s'agit d'estimer l'apport du déminage dans l'augmentation des ressources exploitables. Il faut savoir en effet que, dans certaines zones d'agriculture extensive, les forêts apportent autant de richesses que les champs. En tout cas, les forêts représentent un apport complémentaire qu'on ne peut négliger. Elles fournissent le bois de chauffage, vendu comme tel ou sous la forme de charbon de bois, et le bois de construction.

Elles fournissent aussi des baies, des fruits, des racines, voire des herbes médicinales. Ce sont les zones de nidification ou de refuge pour le gibier que l'on vient chasser ou piéger. La culture des champs, surtout dans des zones à récolte unique, est généralement concentrée sur de brèves périodes d'activité intense. On peut donc affirmer que, dans des sociétés "marginales", les paysans passent au moins autant de temps dans les bois que dans les champs.

C'est ainsi que la collecte du bois figure parmi les

activités les plus dangereuses en zones minées. Pour collecter le bois, il est toujours nécessaire d'aller plus loin dans des zones où personne n'est passé avant. Cette activité est dangereuse à la fois pour les locaux et pour les individus déplacés peu familiarisés avec le terrain. Ces derniers, privés d'accès aux champs cultivés, sont d'autant plus dépendants de la cueillette et de la chasse.

**Le bétail** : la garde du bétail est toujours une occupation à haut risque dans les régions rurales minées. Dans de nombreux pays, la possession d'une ou de plusieurs têtes de bétail représente bien souvent la seule richesse d'une famille. Or, une grande proportion du sol à usage pastoral est minée, et la plupart des bergers sont des enfants ; il n'est donc pas surprenant que les accidents soient nombreux dans ce groupe social. De plus, outre les victimes humaines, le bétail lui-même fait souvent les frais de la présence de mines, plongeant dans la misère des familles entières perdant en une seule fois la totalité de leur "capital".

Dans tous les pays où de vastes étendues agricoles ont été minées, les paysans et leurs familles sont acculés à ce choix crucial : soit accepter le risque représenté par les mines, soit abandonner les terres qui assurent leur subsistance. Il a été prouvé en Afghanistan, au Cambodge, au Kurdistan et dans d'autres pays que fermiers et bergers prennent davantage de risques au fur et à mesure que s'aggravent leurs conditions. En outre, ils ont tendance à mettre en culture des terres difficiles et à abandonner les terres les plus fertiles, contribuant ainsi à l'aggravation de l'érosion et de la déforestation. Lorsqu'il n'existe pas d'espace utilisable s'établissent alors, comme cela a été le cas en Angola, des situations de non-autosuffisance alimentaire allant jusqu'à la famine.

## LES INFRASTRUCTURES

**Les moyens de communication** : les voies de circulation minées sont laissées à l'abandon, il en est de même pour ce qui est des ponts, des lignes de chemin de fer. Des voies "secondaires" sont créées, allongeant bien souvent les distances, empêchant par là même la libre circulation des biens et des personnes et entravant tout développement économique. Les champs de mines gênent également l'approvisionnement des communautés en fournitures essentielles telles



que vaccins et médicaments, rendant ainsi les populations locales encore plus vulnérables aux maladies déshydratantes.

**Eau et énergies :** des puits rendus inaccessibles par la présence de mines sont devenus inutilisables et privent d'eau potable des populations entières, des villages sont abandonnés aggravant l'exode des personnes vers les villes où leur situation ne fait qu'empirer.

Les sources d'énergie (barrages, centrales...) et les lignes électriques ont fait l'objet de minage intensif autant par ceux qui voulaient les protéger que par ceux qui voulaient les rendre inaccessibles à l'adversaire. Leur déminage est aujourd'hui un véritable casse-tête tellement la densité des mines et l'anarchie dans leur pose sont importantes.

Ce problème gêne également les compagnies en charge de la distribution de l'électricité, car il leur est impossible d'accéder aux installations pour y faire la moindre réparation.

## LES STRUCTURES CULTURELLES

**Éducation :** les écoles ayant souvent servi de "bases militaires", elles ont été considérées comme des objectifs par ceux qui ont posé des mines. Le système éducatif est ainsi devenu pratiquement inexistant dans de nombreuses régions (Cambodge, Angola...), privant d'éducation des générations entières.

**Structures familiales :** pour la communauté prise dans son ensemble, souvent dispersée et démoralisée après une période de guerre, cette perte continue de vies humaines et d'animaux domestiques la fragilise encore plus et menace son existence même. Les bergers et des fermiers vivant en autarcie créent leur propre système micro-économique, délicate-

ment équilibré, où la dimension de la famille est en rapport avec les besoins de la ferme, la surface cultivable et l'importance du troupeau.

Au-delà des drames humains, la perte de main-d'œuvre due aux mines peut être dévastatrice, encourageant de nouvelles migrations vers les centres urbains.

Dans de nombreuses régions, les victimes de mines, à leur sortie de l'hôpital, retournent vivre chez elles sans avoir à disposition les structures de réhabilitation ou de soutien psychologique nécessaires à leur réintégration.

Dans les communautés agricoles, la seule chose qu'une personne puisse offrir étant son travail, cela nécessite une parfaite santé pour assurer les mêmes tâches que les autres. Les victimes qui ne peuvent subvenir à leurs propres besoins ou à ceux de leur famille deviennent très rapidement un fardeau pour leurs proches. Les conséquences du problème vont donc bien au-delà des individus et influent directement sur le bien-être et la survie de familles et de communautés entières.

**Migrations :** manque de terres cultivables non minées, pertes humaines ou animales, absence d'eau potable accessible, impossibilité de s'approvisionner en bois à brûler, sentiment d'inutilité ou de fardeau ressenti par les amputés... autant de facteurs qui poussent des familles entières ou des individus seuls à aller tenter leur chance dans les centres urbains. Exode rural qui, dans les pays en développement, aggrave le nombre de miséreux autour des villes tout en augmentant la désertification des campagnes.

À l'inverse, l'exode brutal, non préparé la plupart du temps, qui a poussé des populations à fuir hors des villes où se déroulaient des combats (Kurdistan, Afghanistan...) vers les régions rurales. Ces populations n'ont pas la connaissance du danger des mines, ce qui explique le grand nombre d'accidents et la croyance, persistant dans certaines régions, qu'on peut débarrasser le sol des mines en brûlant les pentes des montagnes ou par des pratiques analogues.

**Poids culturel :** un autre facteur important dans certaines sociétés des pays en développement réside dans l'aspect culturel et/ou religieux ; une personne victime de mine n'étant plus "entière", ses chances de participer pleinement à la vie de la communauté en tant qu'adulte sont minimales, surtout si elle a des enfants à charge. De plus, si la personne est seule, le "fardeau" de la prise en charge retombe sur la communauté.

## RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉS

Les réfugiés qui rentrent chez eux sont parmi les gens les plus exposés au risque des mines qui retardent souvent leur retour et perturbent leur réintégration en rendant la terre inutilisable.



## CHAPITRE II

La dépollution des routes de retour et des zones de réinstallation est une condition indispensable à la réhabilitation et à la réinsertion des personnes déplacées et des réfugiés autant qu'à leur sécurité physique.

Routes minées, puits minés, terres inaccessibles... si d'importants moyens n'ont pas été mis en place afin de déminer ces endroits, les réfugiés doivent être réinstallés parfois loin de chez eux. Ils viennent alors augmenter une population déjà confinée dans les zones supposées non ou peu minées. Parfois, ils décident d'aller tenter leur chance ailleurs, au risque de leur vie...

Même dans le cas où les Forces de maintien de la paix ont reçu le mandat d'assurer le retour des réfugiés ou d'acheminer l'aide internationale, celles-ci n'ont géné-

ralement pas les moyens d'accomplir cette tâche.

Au début des années 1990 on a vu le retour des réfugiés Afghans du Pakistan ainsi que des réfugiés somaliens depuis l'Éthiopie. Ces deux mouvements de population furent accompagnés par une forte augmentation du nombre de victimes d'accident par mine.

En bref, force est de constater que la présence des mines ralentit ou même interdit la réhabilitation de tous les secteurs de l'économie et la mise en œuvre des plus indispensables services sociaux dues par le pays à ses citoyens. Cette situation augmente les risques d'échec des processus de développement des pays et de rechutes dans l'état de guerre.

